

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Groupe Africain.

Je voudrais tout d'abord remercier et féliciter l'Ambassadeur Mohamed Siad DOUALEH pour l'engagement et l'efficacité avec lesquels il conduit, en sa qualité de Président-Rapporteur, les sessions du Groupe de travail sur la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

La célébration du 10^e anniversaire de la DDPA, le 22 septembre 2011, à New York, a été un moment très important dans l'agenda des Nations Unies et a permis de réitérer la nécessité de mener inlassablement le combat contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, d'où toute la pertinence de la Résolution GA/66/3 adoptée par consensus et relative à la Déclaration politique, laquelle déclaration renouvelle l'engagement de la Communauté internationale en faveur de cette question à la fois majeure et prioritaire.

Au-delà du fétichisme des dates, cet important document issu du 10^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, compte tenu du nouveau souffle qu'elle imprime fort heureusement à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, mérite une large diffusion et devrait susciter des actions concrètes aux niveaux international, régional et national.

En effet, une plus grande visibilité, ainsi que des actions concrètes et concertées autour du racisme sont d'autant plus nécessaires, que dans le contexte actuel, une analyse sans complaisance et lucide montre que la situation du racisme dans le monde est extrêmement préoccupante avec les différentes et nombreuses manifestations racistes et xénophobes qui se soldent souvent par des morts, des exclusions, des affronts, et toutes sortes d'atteintes et d'abus des droits humains vécus au quotidien par les victimes, la plupart du temps, dans une grande indifférence.

Il s'y ajoute, la récurrence du racisme et de la xénophobie dans les discours politiques à des fins électoralistes, dans le monde du sport et dans la vie publique, y compris dans Internet.

C'est dans ce contexte lourd et grave que l'on note malheureusement la tendance à la banalisation et les réticences sans fondement à un engagement constructif dans les mécanismes du Conseil, consacrés à la lutte contre le racisme et au suivi de la Conférence de Durban. Cette fâcheuse tendance, qui prend plusieurs formes regrettables allant du boycott de la célébration du 10^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à des tentatives de renégociation et de réécriture de ces textes fondamentaux, constitue une préoccupation du Groupe Africain.

L'exemple le plus vivace est illustré récemment lors de la 9^e session du Groupe de travail au sein duquel la question de la célébration de cet anniversaire à défaut d'être passée sous silence a été reléguée au second plan sur l'autel des négociations. Des pratiques similaires, que le Groupe Africain n'a eu de cesse de déplorer, ont également cours au niveau des autres mécanismes relatifs au racisme.

En tout état de cause, le Groupe Africain en appelle à l'engagement de toutes les parties prenantes au nom de l'universalité et de l'interdépendance des droits de l'homme et reste plus que jamais vigilant et déterminé à renforcer les mécanismes de suivi de la Conférence de Durban, pour le triomphe de la justice, de la tolérance et de la dignité pour tous.

Je vous remercie.